

Le Gers, ses bastides, ses coteaux ses méthaniseurs, ses panneaux photovoltaïques...



Le Gers, ses bastides, ses coteaux ses méthaniseurs, ses panneaux photovoltaïques...

Communiqué commun de la Confédération paysanne du Gers, des Amis de la Terre du Gers et de Bien Vivre dans le Gers concernant la première Commission locale de l'énergie (CRE) organisée mardi 9 juillet par Mr le Préfet du Gers.

Les trois entités y ont à participé, en portant la demande d'un moratoire sur tous les projets énergétiques dans le département.

Ce schéma unique s'est décidé régionalement et doit être appliqué aujourd'hui sur notre territoire.

Notre démarche est d'alerter sur ses importantes conséquences et de faire entendre la voix de tous les citoyens concernés : les riverains, les acteurs économiques et touristiques ainsi que tout ce qui concerne la biodiversité et bien sûr l'avenir de l'agriculture.

L'objectif de produire plus d'ENR est partagé par tous, le Gers doit ainsi prendre sa part, mais la fin ne justifie pas les moyens !

Etant donné leur nombre, ces projets impactent directement les activités agricoles. Ainsi, l'administration parle de véritables « gisements » en lieu et place de cultures.

Seule la pression exercée sur les porteurs de projets a été mentionnée, mais silence sur l'angoisse et l'impuissance des riverains tenus à l'écart des décisions, découvrant tardivement ces projets et dont les biens deviennent invendables, rien pour la qualité de vie (circulation des camions, odeurs, accidentologie multipliée par 8 depuis 2015), rien quant à la dégradation de notre cadre de vie et les conséquences sur le tourisme et l'agriculture.

Nous avons besoin de temps pour poser localement les bénéfices-risques de ces installations industrielles.

Nous avons besoin de temps de concertation pour nous projeter dans un avenir impacté par le dérèglement climatique.

Nous avons besoin de temps pour initier une autre approche de cette injonction régionale qui n'envisage qu'un seul scénario à travers une comptabilité administrative.

Nous avons besoin de temps pour former les citoyens et les élus à la sobriété et à l'autonomie énergétique.

Nous avons besoin de temps pour que les objectifs et les moyens mis en oeuvre garantissent le bon usage de l'argent public et la redistribution des profits générés sur les revenus de l'énergie à tous les gersoises et pas seulement à des sociétés privées.

Il n'y a pas de production d'énergie sans impact, il n'y a pas d'énergie renouvelable mais des ressources limitées à consommer avec modération.

Nous demandons un moratoire sur tous les projets énergétiques.

Protégeons nos bastides et nos coteaux de cette brutalité financière !